

Le Comité économique et social au secours des RUP

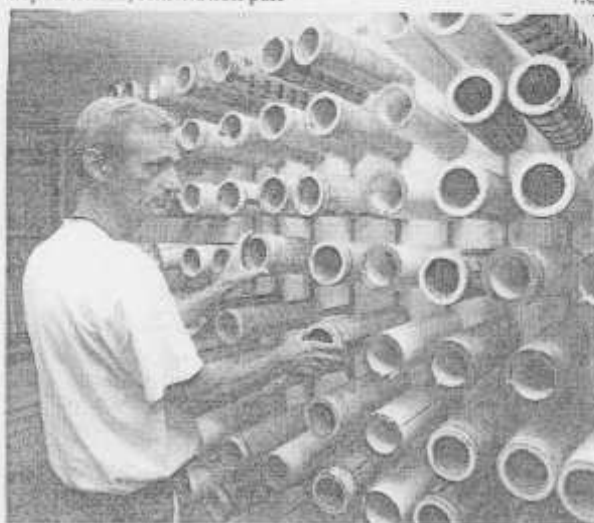
EUROPE

Les régions ultrapériphériques (RUP) disposent d'un nouvel allié influent à Bruxelles. A l'initiative de son président, Henri Mallos, en visite à la Réunion en novembre dernier, le Comité économique et social européen (CESE) a entériné hier un avis particulièrement favorable aux territoires ultramarins. Transmis prochainement à la Commission européenne, le texte estime que l'organe exécutif de l'Union doit adopter "une stratégie beaucoup plus ambitieuse à l'égard des RUP". Aides agricoles, transports, énergie, recherche, le Comité économique évoque une série de secteurs qui méritent, à ses yeux, "une attention particulière dans la perspective de la stratégie 2020".

Après avoir analysé l'évolution des régions ultrapériphériques depuis 20 ans, l'institution parti-

taire est également convaincue que l'article 349 du Traité de l'Union, auquel sont adossées les mesures dérogatoires, "présente une marge considérable d'amélioration". Dans son avis le Comité invite officiellement la Commission à publier une analyse de cette disposition dont la portée pourrait être approfondie. Sur le plan agricole, le CESE juge encore que le programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité (POSEI) doit être révisé. Conséquence, l'organisme demande donc à Bruxelles de procéder à une évaluation de ces mesures et d'élargir la gamme des produits couverts par ces financements. Les accords commerciaux et les accords de pêche de l'Union ou encore l'accès des PME aux aides européennes figurent également parmi les préoccupations du Comité économique ■

F.C.



Le comité économique souhaite que les PME puissent accéder aux aides européennes (photo d'archives).